

REVUE DE PRESSE

des 31 mars et 2 avril 2016 :

Spéciale ASR 2017 en

Comminges



Articles parus dans la Dépêche du Midi suite au communiqué de presse de la section CGT Finances Publiques Haute-Garonne



La perception encore menacée de fermeture

Jeudi 31 mars – édition Aurignac



En 2008, la mobilisation des populations du canton avait permis la sauvegarde de la perception

Au titre des restructurations pour l'année 2017, la Direction Régionale des Finances Publiques 31 (DRFiP 31) vient d'annoncer aux organisations syndicales la **fermeture des trésoreries d'Aspet, Aurignac et l'Isle-en-Dodon**.

« C'est un véritable acharnement que subit le Comminges ! », souligne le communiqué. Déjà en 2008, la direction voulait fermer ces trois mêmes trésoreries. Après une lutte exemplaire des élus, de la population et de la CGT Finances Publiques, le projet avait été abandonné. En 2015, la direction avait changé son fusil d'épaule en voulant rayer de la carte la seule trésorerie de l'Isle-en-Dodon.

La CGT Finances Publiques 31, avec l'Union Locale CGT Comminges, avait, à nouveau, mené la lutte avec les élus et la population. Elle a interpellé Carole Delga, candidate aux élections régionales lors d'une réunion publique à Montréjeau. Quelques jours plus tard, le ministre des Finances revenait sur sa position : l'Isle-en-Dodon ne fermera pas ! La direction locale, revancharde, joue la carte du pourrissement en n'affectant plus aucun collègue au 1er janvier 2016 à l'Isle-en-Dodon. Après avoir pris le temps de rencontrer Mme Delga, le nouveau directeur régional des Finances Publiques annonce la fermeture de l'Isle-en-Dodon au 1er janvier 2017 et le report des fermetures d'Aspet et Aurignac au 1er janvier 2018.

Ceci n'est pas pour laisser le temps de la concertation mais bien pour éviter un front commun de résistance comme en 2008. Après le passage en force du Préfet sur la nouvelle carte intercommunale, la DRFiP 31 espère que cette fois-ci les élus jeteront l'éponge. Elle laisse même entendre avoir obtenu leur accord, jusqu'au plus haut niveau, sur ce nouveau recul du service public. La CGT Finances Publiques 31 dénonce cette pseudo-concertation menée «au grand galop» pour aboutir à une décision institutionnelle le 22 avril. Nous demandons un moratoire sur les fermetures des services publics. Nous appelons les élus, la population à se rassembler et à mener la lutte pour un service public de proximité et de pleine compétence» informe la section CGT finances.

Syndicat CGT Finances Publiques – Section de Haute Garonne

Centre Régional des Finances Publiques, Place Occitane, 31039 Toulouse cedex

<http://www.resoo.com/cgt31-impots-tresor/>

cgt.drifip31@dgfip.finances.gouv.fr

Samedi 2 avril – édition L'Isle-en-Dodon

Pour la CGT 31 Finances Publiques « La DRFiP s'acharne sur le Comminges »

Au titre des restructurations pour 2017, la Direction Régionale des Finances Publiques 31 (DRFiP 31) vient d'annoncer aux organisations syndicales la fermeture des trésoreries de L'Isle-en-Dodon, Aurignac et Aspet. «C'est un véritable acharnement que subit le Comminges !» s'indigne la CGT Finances Publiques. «Déjà en 2008, la direction voulait fermer ces 3 trésoreries. Après une lutte des élus, de la population et de la CGT Finances Publiques, le projet avait été abandonné. En 2015, la direction avait changé son fusil d'épaule en voulant rayer de la carte la seule trésorerie de L'Isle-en-Dodon. La CGT Finances Publiques 31, avec l'Union Locale CGT Comminges, avait, à nouveau, mené la lutte avec les élus et la population. Elle a interpellé Carole Delga, candidate aux régionales lors d'une réunion à Montréjeau. Le ministre des Finances est revenu sur sa position, L'Isle-en-Dodon ne fermera pas. La direction locale, revancharde, joue la carte du pourrissement en n'affectant plus aucun collègue au 1er janvier 2016 à L'Isle. Après avoir rencontré Carole Delga, le nouveau directeur régional des Finances Publiques annonce la fermeture de L'Isle-en-Dodon au 1er janvier 2017 et le report des fermetures d'Aspet et Aurignac au 1er janvier 2018, pour éviter un front commun de résistance comme en 2008. Après le passage en force du préfet sur la nouvelle carte intercommunale, la DRFiP 31 espère que les élus jeteront l'éponge et laisse entendre avoir eu leur accord sur ce nouveau recul du service public. La CGT Finances Publiques 31 dénonce cette pseudo-concertation menée au grand galop pour aboutir à une décision institutionnelle le 22 avril». Le syndicat CGT Finances Publiques demande un moratoire sur les fermetures des services publics et appelle les élus, la population à se rassembler et mener la lutte pour un service public de proximité et de pleine compétence.